

Intervention d'Ernâni Lopes à l'Assemblée de la République (Lisbonne, 11 avril 1985)

Source: Imagens do processo de adesão de Portugal à Comunidade Europeia / Ernâni Lopes.- Lisboa: RTP [Prod.], 11.04.1985. Radiotelevisão Portuguesa, Serviço público de televisão SA, Lisboa. - VIDEO (10:58, Couleur, Son original).

Arquivo RTP, Rua General Humberto Delgado 12-2 Prior Velho, 2685-340 Sacavém.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/intervention_d_ernani_lopes_a_l_assemblee_de_la_republique_lisbonne_11_avril_1985-fr-164bb811-77d9-4bfo-a013-775fd627c698.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Intervention d'Ernâni Lopes à l'Assemblée de la République (Lisbonne, 11 avril 1985)

[Ernâni Lopes] Il est évident que nous voulons l'adhésion, mais nous souhaitons que ce soit un acte libre, conscient, et non pas l'acceptation résignée d'un fatalisme historique d'inspiration surnaturelle. Il va sans dire que cela suppose une confrontation ouverte d'opinions, mais cela nous oblige aussi à rejeter fermement tout opportunisme politique qui transforme si facilement la critique en calomnie et remet en cause, par quelques slogans, des années assidues d'étude et de travail sérieux. L'importance du débat public exige, naturellement, de ceux qui y participent une certaine honnêteté intellectuelle et une connaissance minimum des sujets.

Il convient peut-être de rappeler que la candidature du Portugal aux Communautés, présentée en 1977 et validée par cette même chambre par un vote unanime du PS, du PSD et du CDS, repose sur de solides motivations de nature politique et a été soutenue non seulement par les partis politiques mais également par les partenaires sociaux intéressés qui comptent de nombreux entrepreneurs des secteurs de l'industrie et de l'agriculture.

Indépendamment de l'influence de la conjoncture, que l'on ne peut minimiser, c'était la redéfinition de la position du pays vis-à-vis de l'extérieur qui était en jeu, après la décolonisation et le choix d'une société démocratique, ouverte et plurielle et après l'expérience révolutionnaire. Avec la fin de l'empire, nous nous sommes trouvés dans des conditions qui ont permis aux deux termes de l'équation de s'articuler dans l'approfondissement des relations politiques et économiques avec l'Europe continentale, notamment par le biais de la construction communautaire.

Effectivement, après le 25 novembre, la décision d'adhérer ne représentait déjà plus une «coupure» ou une discontinuité historique, comme cela aurait été le cas, hypothétiquement, avant le 25 avril. Le véritable moment de rupture avait déjà eu lieu avec l'indépendance des colonies et le choix européen apparaissait sur le plan politique comme le prolongement de la tendance qui avait conduit à l'accord commercial de 1972 et comme un cadre de référence pour l'affirmation interne d'un modèle ouvert et équilibré, opposé au passé anti-démocratique et aux tentations totalitaires de 1975.

Sur le plan de l'organisation de la politique économique, l'adhésion a été considérée comme un instrument permettant de structurer un nouveau modèle de développement orienté par le marché et comme un stimulus externe pour une débureaucratiation progressive et une libération d'un système peu flexible d'encadrement politico-institutionnel de l'activité productive, de plus en plus étatisant et relativement grippé. On savait déjà que le processus d'intégration européenne ne pourrait apporter en lui-même des solutions concrètes aux problèmes existants. Et il y a eu peu de doutes quant à la nécessité de négocier des périodes transitoires suffisamment longues pour amortir les effets pervers du premier impact et favoriser les mouvements d'adaptation aux nouvelles réalités.

Entre les membres de la coalition politique qui a soutenu et soutient l'adhésion, il y avait et il y a encore des distances évidentes et des divergences quant à l'application à la réalité nationale des lignes de force énoncées brièvement. Toutefois, parmi les principaux partis, seul le Parti communiste s'est clairement positionné en dehors de ce cadre. Son discours demeure inchangé depuis plus de 20 ans, lorsqu'il avait exorcisé la participation portugaise aux mouvements d'intégration européenne dans un rapport au comité central intitulé «Vers la victoire».

Aujourd'hui, le Parti communiste préfère, en public, baser son opposition à l'adhésion sur une prétendue pondération aseptisée et sensée des avantages et des inconvénients de nature économique. Pris d'une pudeur difficilement compréhensible pour un parti marxiste-léniniste, il s'insurge contre la nature politique de l'option européenne, comme s'il y avait là matière à scandale ou de quoi être surpris.

Dans le discours du PCP, l'analyse à la loupe des implications sectorielles de l'adhésion et la valorisation des risques et des problèmes qu'elle comporte inévitablement constituent un rideau de fumée permettant de camoufler l'essentiel. Et l'essentiel est un antagonisme – bien réel – entre d'une part, les intérêts stratégiques du PCP, sa conception de la révolution, son modèle de société et d'autre part, tout ce que l'adhésion

représente en tant que participation à la construction politique et économique de l'Europe occidentale et projet d'organisation d'un système politique, économique et social.

[Applaudissements]

Le PCP ne semble pas vouloir que se stabilise au Portugal le système occidental qui caractérise les pays de la CEE, que se renforcent les formes classiques d'organisation de l'économie privée et de ce fait, que disparaissent les conditions propices à la renaissance d'un avant-gardisme messianique. C'est sur ce terrain et pas sur un autre que se situent, avant tout, les divergences avec les communistes en matière d'adhésion aux Communautés européennes et c'est sur ce terrain et pas sur un autre que se révèle, dans le cadre de l'évaluation politique globale de l'adhésion du Portugal aux Communautés, le contenu politique des propositions du PCP pour la société portugaise.

À l'autre extrême de l'éventail politique, la question européenne montre également l'intolérance de ceux qui ont des difficultés à s'habituer à l'idée de vivre dans un pays libre et démocratique. En 10 ans, l'extrême droite portugaise n'a pas changé d'un pouce et il semblerait bien qu'elle n'ait rien appris. Prétextant le patriotisme, elle se réfugie dans la violence verbale pour cacher le caractère obsolète de son idéologie et son incapacité à présenter des réponses précises, structurées et actualisées aux problèmes concrets que posent les exigences de développement de notre pays.

Apparemment pressés de passer du statut d'accusés à celui d'accusateurs, les radicaux de droite oublient la responsabilité incombant à leur immobilisme congénital qui a conduit le régime précédent dans des impasses sans parler de certains blocages structureaux qui encore aujourd'hui entravent gravement l'évolution de l'économie portugaise.

[Applaudissements]

Il ne faut pas cacher les problèmes réels que les événements et l'évolution des dix dernières années ont fait surgir dans la vie de l'ensemble des Portugais mais l'histoire sera faussée si nous avons l'intention d'ignorer les racines profondes de ces difficultés, en opérant, de façon simpliste et artificielle, une coupure définitive entre les réalités de l'avant- et de l'après-25 avril.

Monsieur le Président, Messieurs les Députés, je ne crois pas que l'évolution de la vie portugaise durant les huit ans qui ont suivi la demande d'adhésion ait rendu obsolètes les fondements essentiels du choix européen, que ce soit sur le plan politique ou sur le plan économique. Au contraire, nous avons appris à nos dépens quel était le prix de l'indéfinition systématique et stratégique de la société et les épreuves nous ont enseigné que manquaient les conditions historiques minimales pour la réalisation des projets épiques de développement que continuent à marteler les éternels vendeurs d'utopies en les présentant comme des alternatives dites «indépendantes» par rapport à la soi-disant «subordination» à l'Europe des Dix.

Les huit dernières années nous ont également montré que bon nombre des risques et périls fréquemment associés à l'adhésion ne sont pas intrinsèquement inhérents à celle-ci et peuvent se matérialiser sans qu'aucune tempête ne souffle de Bruxelles. De même, il convient de dire, très clairement, que la modernisation de notre économie, avec ou sans adhésion, ne se fera pas sans de douloureux chocs sociaux et devra nécessairement refléter les contraintes qui pèsent aujourd'hui sur l'ensemble de la politique économique portugaise. À entendre certains critiques, sans doute sous le coup de l'intégration communautaire imminente, on a l'impression de vivre dans un pays de cocagne où les chemins tranquilles et rectilignes du progrès auraient été brusquement perturbés par une obsession européenne, générant des difficultés qui, autrement, n'auraient jamais existé.

Les difficultés d'ajustement de l'État et des entreprises ne sont pas des hypothèses futures mais bien des réalités d'aujourd'hui. Les technologies vieillissantes, la sclérose administrative, les blocages structureaux de la société, l'inflation, les déséquilibres des finances publiques, la dette externe, ne sont malheureusement pas – et j'insiste sur ce point – dus à l'intervention communautaire. Il s'agit de graves problèmes nationaux, projetés à moyen et à long terme et dont les solutions, même si nous devons les trouver en interne, ne seront

que plus cohérentes et réfléchies si elles peuvent s'inscrire dans le référentiel de développement clair et stable que peut indiscutablement constituer l'adhésion aux Communautés.

Ceux qui ne croient pas que la nation peut apporter une réponse positive au défi de l'adhésion, pourront difficilement expliquer où ils vont trouver l'énergie nécessaire pour éviter la fatalité inexorable de l'appauvrissement et de la récession.